

Competition & EU Law Glossary

Glossaire de droit de la concurrence et droit européen

French-English Competition & EU Law Glossary

250 essential terms — French to English

contact@madisonlegalenglish.com · madisonlegalenglish.com

Ce glossaire recense 250 termes clés du droit de la concurrence et du droit de l'Union européenne, à l'usage des avocats et juristes francophones travaillant en anglais. La terminologie des autres domaines est couverte dans les glossaires distincts de Madison Legal English Coaching. L'anglais américain est donné en priorité ; les termes britanniques sont indiqués le cas échéant.

Terme français	English equivalent	Note
Entente	Anti-competitive agreement / Cartel	Accord ou pratique concertée entre entreprises visant à restreindre la concurrence. "Cartel" désigne généralement les ententes horizontales les plus graves.
Pratique anticoncurrentielle	Anti-competitive practice	Tout comportement d'une entreprise susceptible de fausser le jeu de la concurrence sur un marché.
Abus de position dominante	Abuse of a dominant position	Comportement unilatéral d'une entreprise en position dominante exploitant ou renforçant abusivement cette position (art. 102 TFUE).
Position dominante	Dominant position	Situation de puissance économique permettant à une entreprise de se comporter indépendamment de ses concurrents et clients.
Entente horizontale	Horizontal agreement	Accord entre concurrents opérant au même niveau de la chaîne de valeur (ex. : accord de fixation des prix entre fabricants).
Entente verticale	Vertical agreement	Accord entre entreprises situées à des niveaux différents de la chaîne de distribution (ex. : accord fabricant-distributeur).
Fixation des prix	Price-fixing	Pratique consistant pour des concurrents à s'entendre sur leurs prix de vente. Restriction caractérisée par objet.
Restriction par objet	Restriction by object / Object restriction	Restriction de concurrence présumée suffisamment nocive pour ne pas nécessiter d'analyse de ses effets sur le marché.
Restriction par effets	Restriction by effect / Effects-based restriction	Restriction de concurrence dont la nocivité doit être démontrée par une analyse concrète de ses effets sur le marché.
Marché pertinent	Relevant market	Marché défini en termes de produits/services substituables et de zone géographique, servant de cadre à l'analyse concurrentielle.

Terme français	English equivalent	Note
Marché de produits en cause	Relevant product market	Ensemble des produits ou services que le consommateur considère comme substituables en raison de leurs caractéristiques, prix et usage.
Marché géographique en cause	Relevant geographic market	Zone géographique dans laquelle les conditions de concurrence sont homogènes et qui peut être distinguée des zones voisines.
Part de marché	Market share	Proportion des ventes d'une entreprise sur un marché donné, exprimée en pourcentage du total des ventes sur ce marché.
Pouvoir de marché	Market power	Capacité d'une entreprise à maintenir ses prix au-dessus du niveau concurrentiel pendant une période significative.
Concentrations d'entreprises	Mergers and acquisitions (M&A) / Business concentrations	Opérations par lesquelles des entreprises fusionnent ou l'une prend le contrôle de l'autre, soumises à un contrôle préalable.
Contrôle des concentrations	Merger control	Régime d'autorisation préalable des opérations de concentration dépassant certains seuils de chiffre d'affaires.
Notification de concentration	Merger notification	Obligation de notifier une opération de concentration à l'autorité compétente avant sa réalisation.
Test SIEC	SIEC test (Significant Impediment to Effective Competition)	Critère d'appréciation des concentrations : une concentration ne doit pas entraîner une entrave significative à une concurrence effective.
Engagements structurels	Structural remedies	Remèdes proposés par les parties à une concentration consistant en la cession d'actifs ou d'activités pour obtenir l'autorisation.
Engagements comportementaux	Behavioral remedies	Remèdes consistant en des obligations de comportement imposées aux parties à une concentration (ex. : obligation d'interopérabilité).
Exemption par catégorie	Block exemption	Règlement exemptant par catégorie certains types d'accords des interdictions du droit de la concurrence, sous conditions.
Règlement d'exemption par catégorie	Block exemption regulation (BER)	Acte législatif européen exemptant automatiquement certaines catégories d'accords verticaux ou horizontaux.
VBER (Vertical Block Exemption Regulation)	Vertical Block Exemption Regulation (VBER)	Règlement européen exemptant certains accords verticaux satisfaisant aux conditions de seuils de part de marché.
Exemption individuelle	Individual exemption	Exemption accordée au cas par cas à un accord restreignant la concurrence, dès lors que ses effets pro-concurrentiels l'emportent.
Conditions d'exemption (art. 101§3 TFUE)	Exemption criteria (Art. 101(3) TFEU)	Quatre conditions cumulatives : gains d'efficacité, indispensables, absence d'élimination de la concurrence.

Terme français	English equivalent	Note
Restriction caractérisée	Hardcore restriction	Restriction de concurrence particulièrement grave, non susceptible de bénéficier d'une exemption par catégorie (ex. : fixation des prix).
Zone de sécurité / Safe harbor	Safe harbor / Safe harbour	Zone de sécurité en deçà de laquelle un accord n'est pas présumé restreindre la concurrence (ex. : parts de marché inférieures à 15%).
Seuil de minimis	De minimis threshold	Seuil en deçà duquel un accord est présumé ne pas affecter sensiblement la concurrence (Communication de minimis de la Commission).
Affectation sensible de la concurrence	Appreciable effect on competition	Critère selon lequel seuls les accords affectant sensiblement la concurrence tombent sous le coup de l'art. 101 TFUE.
Prix de revente imposé	Resale price maintenance (RPM)	Pratique consistant à imposer à un distributeur un prix de revente fixe ou minimum. Restriction caractérisée.
Prix conseillé	Recommended price / Suggested retail price (SRP)	Prix de revente suggéré par le fabricant, sans caractère obligatoire. Licite s'il n'est pas imposé en pratique.
Ventes passives	Passive sales	Ventes répondant à des demandes non sollicitées d'acheteurs situés hors du territoire concédé. Ne peuvent être restreintes.
Ventes actives	Active sales	Ventes résultant d'une démarche active du distributeur vers des clients situés hors de son territoire ou groupe de clients concédé.
Clause de non-concurrence	Non-compete clause	Clause interdisant au distributeur de vendre des produits concurrents. Exemptée sous conditions de durée et de part de marché.
Clause d'exclusivité	Exclusivity clause	Clause accordant à une partie un droit exclusif sur un territoire, une clientèle ou un approvisionnement.
Distribution sélective	Selective distribution	Système dans lequel le fournisseur choisit ses distributeurs selon des critères qualitatifs ou quantitatifs, sans exclusivité territoriale.
Distribution exclusive	Exclusive distribution	Système dans lequel le fournisseur désigne un seul distributeur sur un territoire donné pour y vendre ses produits.
Pratiques concertées	Concerted practices	Formes de coordination entre entreprises qui, sans atteindre le stade d'un accord, substituent sciemment une coopération aux risques de la concurrence.
Échange d'informations	Information exchange	Communication entre concurrents d'informations stratégiques (prix, capacités, clients) pouvant constituer une pratique concertée.

Terme français	English equivalent	Note
Prix prédateurs	Predatory pricing	Pratique consistant à fixer des prix inférieurs aux coûts pour éliminer un concurrent, dans l'intention de les relever ensuite.
Ventes liées	Tying	Pratique subordonnant la vente d'un produit (produit lié) à l'achat d'un autre produit (produit liant). Peut constituer un abus.
Ventes groupées	Bundling	Offre groupée de produits distincts à un prix unique. Peut être abusive si elle exclut des concurrents sur l'un des marchés.
Discrimination tarifaire	Price discrimination	Pratique consistant à appliquer des conditions différentes à des transactions équivalentes avec différents partenaires commerciaux.
Refus de vente	Refusal to supply / Refusal to deal	Refus d'une entreprise dominante de fournir un produit ou service à un client. Peut constituer un abus selon les circonstances.
Compression des marges	Margin squeeze	Pratique d'un opérateur verticalement intégré fixant ses prix de gros si élevés que ses clients ne peuvent concurrencer sa filiale de détail.
Infrastructure essentielle	Essential facility	Infrastructure dont l'accès est indispensable pour opérer sur un marché, et dont le refus d'accès peut constituer un abus.
Doctrine des facilités essentielles	Essential facilities doctrine	Doctrine selon laquelle le contrôle d'une facilité essentielle crée une obligation de la partager à des conditions équitables.
Droits de propriété intellectuelle et droit de la concurrence	Intellectual property rights and competition	Tension entre le droit exclusif conféré par la PI et les règles de concurrence ; une licence obligatoire peut être imposée dans des cas exceptionnels.
Aides d'État	State aid	Avantage accordé par un État à une entreprise, sélectif et financé sur ressources publiques, susceptible de fausser la concurrence (art. 107 TFUE).
Principe de l'investisseur privé	Private investor test / Market Economy Operator Principle (MEOP)	Test vérifiant si l'État a agi comme un investisseur privé en économie de marché pour exclure l'existence d'une aide.
Aide incompatible	Incompatible aid	Aide d'État qui ne satisfait à aucune des dérogations prévues à l'art. 107 §2 et §3 TFUE et doit être remboursée.
Récupération de l'aide	Recovery of aid	Obligation faite au bénéficiaire d'une aide illégale de rembourser celle-ci, majorée des intérêts.
Règlement général d'exemption par catégorie (RGEC)	General Block Exemption Regulation (GBER)	Règlement européen exemptant de nombreuses catégories d'aides d'État de l'obligation de notification préalable.

Terme français	English equivalent	Note
Aide de minimis (aides d'État)	De minimis aid (State aid)	Aide n'excédant pas 300 000 € sur trois ans (règlement 2023/2831), présumée n'affecter pas la concurrence et ne nécessitant pas de notification préalable.
Notification à la Commission	Notification to the Commission	Obligation de soumettre une aide d'État projetée à la Commission européenne avant sa mise en œuvre (standstill obligation).
Clause de standstill	Standstill obligation / Standstill clause	Obligation de ne pas mettre en œuvre une aide d'État avant l'autorisation de la Commission.
Marché commun / Marché intérieur	Single market / Internal market	Espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, personnes, services et capitaux est assurée (art. 26 TFUE).
Libre circulation des marchandises	Free movement of goods	Interdiction des droits de douane et mesures d'effet équivalent entre États membres (art. 28-37 TFUE).
Libre circulation des personnes	Free movement of persons	Droit des citoyens européens de circuler et résider librement dans les États membres (art. 21, 45 TFUE).
Libre prestation de services	Freedom to provide services	Droit d'exercer une activité de services dans un autre État membre sans y être établi (art. 56 TFUE).
Liberté d'établissement	Freedom of establishment	Droit de s'établir dans un autre État membre pour y exercer une activité économique de manière stable (art. 49 TFUE).
Libre circulation des capitaux	Free movement of capital	Interdiction des restrictions aux mouvements de capitaux et aux paiements entre États membres et pays tiers (art. 63 TFUE).
Mesure d'effet équivalent	Measure having equivalent effect (MEE)	Toute réglementation nationale susceptible d'entraver le commerce intracommunautaire, directement ou indirectement, actuellement ou potentiellement (formule Dassonville, CJCE 1974). Les mesures discriminatoires relèvent de l'art. 34 TFUE ; les non-discriminatoires peuvent être justifiées par l'arrêt Cassis de Dijon.
Exigences impératives / Raisons impérieuses d'intérêt général	Mandatory requirements / Overriding reasons of public interest	Justifications admises par la CJUE pour restreindre les libertés fondamentales en l'absence de discrimination.
Principe de reconnaissance mutuelle	Mutual recognition principle	Principe selon lequel un produit légalement fabriqué dans un État membre peut être commercialisé dans tous les autres.
Harmonisation	Harmonization	Rapprochement des législations nationales par des directives ou règlements européens afin d'éliminer les obstacles au marché intérieur.
Directive	Directive	Acte de droit dérivé liant les États membres quant au résultat à atteindre, leur laissant le choix des moyens de transposition.

Terme français	English equivalent	Note
Règlement européen	Regulation (EU)	Acte de droit dérivé directement applicable dans tous les États membres, sans nécessité de transposition.
Décision	Decision	Acte de droit dérivé obligatoire dans tous ses éléments, applicable aux seuls destinataires qu'il désigne.
Effet direct	Direct effect	Propriété d'une norme de droit de l'UE d'engendrer des droits et obligations directement invocables par les particuliers devant les juridictions nationales.
Primauté du droit de l'UE	Primacy of EU law / Supremacy of EU law	Principe selon lequel le droit de l'UE prime le droit national en cas de conflit.
TFUE (Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne)	TFEU (Treaty on the Functioning of the European Union)	Traité de base constituant le cadre juridique des politiques de l'UE, dont les règles de concurrence (art. 101-109).
Article 101 TFUE	Article 101 TFEU	Interdit les accords entre entreprises qui ont pour objet ou pour effet de restreindre la concurrence dans le marché intérieur.
Article 102 TFUE	Article 102 TFEU	Interdit l'exploitation abusive d'une position dominante sur le marché intérieur ou dans une partie substantielle de celui-ci.
Règlement 1/2003	Regulation 1/2003	Règlement de modernisation décentralisant l'application du droit européen de la concurrence aux autorités nationales et juridictions des États membres.
Commission européenne (DG COMP)	European Commission (DG COMP)	Direction générale de la concurrence de la Commission, chargée d'appliquer les règles de concurrence de l'UE.
CJUE (Cour de justice de l'Union européenne)	CJEU (Court of Justice of the European Union)	Juridiction suprême de l'UE, compétente pour interpréter le droit de l'UE et statuer sur les recours en annulation.
Tribunal de l'Union européenne	General Court (EU)	Juridiction de l'UE statuant en première instance sur les recours directs, notamment contre les décisions de la Commission en matière de concurrence.
Renvoi préjudiciel	Preliminary ruling / Reference for a preliminary ruling	Procédure par laquelle une juridiction nationale saisit la CJUE d'une question d'interprétation ou de validité du droit de l'UE.
Recours en annulation	Action for annulment	Recours devant le Tribunal ou la CJUE visant à faire annuler un acte d'une institution de l'UE (art. 263 TFUE).
Amende	Fine	Sanction pécuniaire infligée par une autorité de concurrence pour violation des règles de concurrence. Peut atteindre 10% du CA mondial.
Plafond d'amende	Fine ceiling / Maximum fine	Limite légale de l'amende pouvant être infligée : 10% du chiffre d'affaires mondial total réalisé au cours de l'exercice précédent.

Terme français	English equivalent	Note
Programme de clémence	Leniency program	Programme permettant à une entreprise participant à une entente d'obtenir une réduction ou exonération d'amende en échange d'une coopération.
Immunité d'amende	Immunity from fines	Exonération totale d'amende accordée au premier membre d'un cartel à dénoncer l'entente et à coopérer pleinement.
Réduction d'amende	Reduction of fine	Diminution de l'amende accordée aux entreprises qui coopèrent après l'immunité de rang 1 mais apportent une valeur ajoutée significative.
Transaction (procédure de)	Settlement procedure	Procédure simplifiée permettant à des entreprises d'obtenir une réduction d'amende de 10% en échange d'un aveu d'infraction.
Engagements (procédure d')	Commitments procedure	Procédure par laquelle une entreprise propose des engagements rendus obligatoires par la Commission pour résoudre des préoccupations de concurrence, sans constat d'infraction.
Procédure d'infraction	Infringement procedure	Procédure formelle ouverte par la Commission ou une autorité nationale pour constater et sanctionner une violation des règles de concurrence.
Communication des griefs	Statement of objections (SO)	Document par lequel la Commission informe les parties des griefs retenus à leur encontre avant toute décision d'infraction.
Accès au dossier	Access to file	Droit des parties à une procédure de concurrence d'accéder aux pièces du dossier de la Commission, sous réserve de la protection des informations confidentielles.
Documents confidentiels	Confidential documents	Documents protégés de la divulgation dans le cadre d'une procédure de concurrence (secrets d'affaires, informations personnelles).
Inspection (dawn raid)	Dawn raid / Inspection	Opération d'inspection surprise menée par la Commission ou une autorité nationale dans les locaux d'une entreprise.
Pouvoirs d'enquête	Investigative powers	Pouvoirs conférés aux autorités de concurrence : demandes de renseignements, auditions, inspections, saisies.
Demande de renseignements	Request for information (RFI)	Acte par lequel une autorité de concurrence demande à une entreprise de fournir des informations ou documents.
Droit d'être entendu	Right to be heard	Droit fondamental des parties à une procédure de concurrence de présenter leur défense avant toute décision défavorable.
Conseiller-auditeur	Hearing officer	Fonctionnaire indépendant de la Commission garantissant le respect des droits de la défense dans les procédures de concurrence.

Terme français	English equivalent	Note
Recours en responsabilité	Damages action / Compensation claim	Action civile d'une victime d'une infraction au droit de la concurrence en vue d'obtenir réparation du préjudice subi.
Directive dommages	Damages Directive (2014/104/EU)	Directive facilitant les actions en réparation des préjudices causés par les infractions au droit de la concurrence.
Action en dommages et intérêts (suite à une infraction)	Follow-on damages action	Action civile faisant suite à une décision d'infraction constatant une violation du droit de la concurrence.
Action autonome en dommages	Stand-alone damages action	Action civile en réparation d'une infraction au droit de la concurrence sans décision préalable d'une autorité.
Effet de parapluie	Umbrella effect	Fait pour des concurrents non membres d'un cartel d'augmenter leurs prix en profitant du niveau de prix élevé imposé par le cartel.
Prescription (droit de la concurrence)	Limitation period (competition law)	Délai dans lequel une autorité peut engager une procédure ou une victime peut intenter une action en réparation.
Injonction	Injunction / Cease-and-desist order	Ordre adressé à une entreprise de cesser un comportement anticoncurrentiel ou de ne pas en adopter un. À distinguer des mesures provisoires, qui sont temporaires et urgentes.
Mesures provisoires	Interim measures	Mesures d'urgence pouvant être ordonnées par une autorité de concurrence en cas de risque grave et immédiat.
Décision d'inapplicabilité	Non-infringement decision / Inapplicability decision	Décision constatant qu'un accord ou comportement n'enfreint pas les règles de concurrence. Les lettres de confort (comfort letters) ont été supprimées par le règlement 1/2003 ; la Commission peut émettre des orientations informelles dans des cas présentant un intérêt nouveau.
Lien de contrôle	Control link / Control relationship	Lien entre deux entreprises permettant à l'une d'exercer une influence déterminante sur l'autre (contrôle majoritaire, minoritaire ou de fait), pertinent pour la définition d'une entité économique unique et le contrôle des concentrations.
Entité économique unique	Single economic unit / Single entity	Principe selon lequel une société mère et sa filiale forment une seule entité, excluant l'application des règles de concurrence à leurs accords internes.
Responsabilité de la société mère	Parent company liability	Principe permettant d'imputer à une société mère l'infraction commise par sa filiale, et inversement.
Présomption d'influence déterminante	Presumption of decisive influence	Présomption réfutable selon laquelle une société mère détenant 100% du capital de sa filiale exerce une influence déterminante sur celle-ci.

Terme français	English equivalent	Note
Récidive	Recidivism / Repeat infringement	Circonstance aggravante prise en compte pour majorer l'amende infligée à une entreprise ayant déjà fait l'objet d'une condamnation.
Sursis à exécution	Suspension of enforcement	Suspension de l'exécution d'une décision d'amende pendant la procédure de recours, accordée sous conditions strictes.
Procédure accélérée	Expedited procedure / Fast-track procedure	Procédure de contrôle des concentrations dans des délais raccourcis, accordée dans des cas exceptionnels par le Tribunal.
Phase I (contrôle des concentrations)	Phase I (merger control)	Première phase d'examen d'une concentration, d'une durée de 25 jours ouvrables, conduisant soit à une autorisation soit à l'ouverture d'une phase II.
Phase II (contrôle des concentrations)	Phase II (merger control)	Examen approfondi d'une concentration suscitant de sérieux doutes quant à sa compatibilité, d'une durée de 90 jours ouvrables.
Test du monopoleur hypothétique	SSNIP test (Small but Significant Non-transitory Increase in Price)	Méthode économique de définition du marché pertinent fondée sur une augmentation de prix de 5 à 10% de façon non transitoire.
Substitution du côté de la demande	Demand-side substitutability	Capacité des consommateurs à se tourner vers d'autres produits en réponse à une hausse de prix.
Substitution du côté de l'offre	Supply-side substitutability	Capacité des producteurs à réorienter leur production vers un autre produit en réponse à une modification des prix relatifs.
Concurrents potentiels	Potential competitors	Entreprises actuellement absentes d'un marché mais capables d'y entrer rapidement en cas d'augmentation des prix.
Barrières à l'entrée	Barriers to entry	Obstacles structurels ou stratégiques rendant difficile ou coûteuse l'entrée d'un nouveau concurrent sur un marché.
Effets unilatéraux	Unilateral effects	Effets anticoncurrentiels résultant directement de la fusion entre deux concurrents proches, sans coordination tacite nécessaire.
Effets coordonnés	Coordinated effects	Effets anticoncurrentiels résultant d'une concentration facilitant la coordination tacite entre les entreprises restant sur le marché.
Contrebalancement du pouvoir d'achat	Countervailing buyer power	Puissance commerciale des acheteurs permettant de neutraliser le pouvoir de marché du vendeur.
Gains d'efficacité (concentrations)	Efficiencies (merger)	Gains d'efficacité économique générés par une fusion pouvant compenser ses effets restrictifs de concurrence.
Entreprise commune (full-function)	Full-function joint venture	Entreprise commune disposant de toutes les ressources nécessaires pour opérer de manière autonome et durable sur le marché.

Terme français	English equivalent	Note
Renvoi à une autorité nationale	Referral to national authority	Mécanisme permettant à la Commission de renvoyer tout ou partie d'une concentration à une autorité nationale de concurrence.
Chiffre d'affaires (seuils de contrôle)	Turnover thresholds (merger control)	Seuils de chiffre d'affaires déclenchant la compétence de la Commission européenne pour le contrôle d'une concentration.
Dimension communautaire / de l'Union	EU dimension / Community dimension	Critère fondé sur des seuils de chiffre d'affaires, déclenchant la compétence de la Commission pour contrôler une concentration.
Règlement 139/2004 (concentrations)	Merger Regulation 139/2004 (EUMR)	Règlement européen régissant le contrôle des concentrations de dimension communautaire.
Offre publique d'achat (OPA) et droit de la concurrence	Takeover bid and competition law	Acquisition d'une société cotée soumise au contrôle des concentrations, indépendamment des règles de droit boursier applicables à l'OPA elle-même.
Marché de dimension nationale	Market of national dimension / National market	Marché géographique coïncidant avec le territoire d'un État membre, justifiant un renvoi à l'autorité nationale.
Théorie du préjudice	Theory of harm	Raisonnement économique et juridique exposant les mécanismes par lesquels un comportement ou une concentration nuit à la concurrence.
Test du concurrent aussi efficace	As-efficient competitor (AEC) test	Test vérifiant si le comportement d'une entreprise dominante évincerait un concurrent aussi efficace qu'elle.
Prix de prédation (test de coût)	Predatory pricing (cost test)	Analyse fondée sur la comparaison des prix pratiqués avec les coûts variables moyens ou les coûts totaux moyens.
Coûts évitables moyens (CAM)	Average avoidable cost (AAC)	Coûts que l'entreprise aurait pu éviter en ne pratiquant pas le comportement en cause. Seuil inférieur du test AEC.
Coût incrémental moyen de long terme	Long-run average incremental cost (LRAIC)	Ensemble des coûts variables et fixes spécifiques au long terme. Seuil supérieur du test AEC dans l'analyse des prix prédateurs.
Verrouillage du marché (foreclosure)	Market foreclosure	Stratégie par laquelle une entreprise dominante exclut ses concurrents du marché ou d'un segment de celui-ci, limitant leurs possibilités d'approvisionnement ou de distribution.
Clause de la nation la plus favorisée (parité)	Most Favored Nation (MFN) clause / Parity clause	Clause imposant à un partenaire commercial de ne pas offrir de meilleures conditions à un concurrent. Examinée avec attention par les autorités.
Plateformes numériques et droit de la concurrence	Digital platforms and competition law	Application du droit de la concurrence aux marchés numériques, soulevant des questions spécifiques de définition de marché et d'abus.

Terme français	English equivalent	Note
Règlement sur les marchés numériques (DMA)	Digital Markets Act (DMA)	Règlement (UE) 2022/1925 imposant des obligations spécifiques aux contrôleurs d'accès (gatekeepers) sur les marchés numériques.
Contrôleur d'accès (gatekeeper)	Gatekeeper	Grande plateforme numérique désignée par la Commission au titre du DMA, soumise à des obligations spécifiques de comportement.
Règlement sur les services numériques	Digital Services Act (DSA)	Règlement (UE) 2022/2065 encadrant les services numériques et imposant des obligations de transparence et de modération des contenus.
Marché à deux versants / multifacette	Two-sided market / Multi-sided platform	Marché sur lequel une plateforme met en relation deux ou plusieurs groupes distincts d'utilisateurs présentant des externalités de réseau.
Externalités de réseau	Network effects / Network externalities	Phénomène par lequel la valeur d'un service pour un utilisateur augmente avec le nombre d'utilisateurs.
Données et concurrence	Data and competition law	Questions relatives à la collecte, l'utilisation et l'accès aux données comme actifs stratégiques pouvant donner lieu à des abus.
Algorithmes et concurrence	Algorithms and competition law	Utilisation d'algorithmes de tarification pouvant faciliter la coordination tarifaire entre concurrents.
Intelligence artificielle et droit de la concurrence	Artificial intelligence and competition law	Enjeux concurrentiels liés aux systèmes d'IA, contrôle des concentrations dans le secteur technologique.
Accord de coopération horizontale	Horizontal cooperation agreement	Accord entre concurrents dans des domaines tels que la R&D, la production ou la commercialisation, pouvant être licite sous conditions.
Accord de R&D	R&D agreement	Accord entre concurrents portant sur la recherche et le développement, bénéficiant d'une exemption par catégorie spécifique (règlement 1217/2010).
Accord de spécialisation	Specialization agreement	Accord par lequel des concurrents conviennent que l'un produira un bien que l'autre cessera de produire, bénéficiant d'une exemption par catégorie spécifique (règlement 1218/2010).
Accord d'achat en commun	Joint purchasing agreement	Accord entre concurrents pour acheter conjointement des matières premières ou composants, licite sous certaines conditions.
Accord de commercialisation en commun	Joint selling agreement / Joint commercialisation agreement	Accord entre concurrents pour commercialiser conjointement leurs produits, pouvant constituer une fixation de prix si les parties fixent les prix.

Terme français	English equivalent	Note
Standardization et concurrence	Standardization and competition law	Processus d'élaboration de normes techniques pouvant soulever des questions de concurrence (brevets essentiels, FRAND).
Conditions FRAND	FRAND terms (Fair, Reasonable and Non-Discriminatory)	Conditions auxquelles le titulaire d'un brevet essentiel à une norme doit accorder des licences à tout demandeur.
Brevet essentiel à une norme (SEP)	Standard essential patent (SEP)	Brevet dont la mise en œuvre est indispensable pour se conformer à une norme technique reconnue.
Gun jumping	Gun jumping	Réalisation d'une concentration avant son autorisation par l'autorité compétente, constitutive d'une infraction procédurale.
Clause MAC (Material Adverse Change)	Material Adverse Change (MAC) clause	Clause permettant à l'acquéreur de se retirer d'une transaction en cas de changement défavorable significatif affectant la cible.
Accord de non-divulgaration (NDA) en contexte concurrentiel	Non-disclosure agreement (NDA) in competition context	Accord limitant la divulgation d'informations confidentielles, dont le champ doit être soigneusement délimité pour ne pas restreindre la concurrence.
Approche économique (more economic approach)	More economic approach	Évolution de l'application du droit de la concurrence vers une analyse fondée sur les effets économiques plutôt que sur des règles formelles.
Bien-être du consommateur	Consumer welfare	Objectif de la politique de concurrence visant à maximiser le surplus des consommateurs en termes de prix, qualité et choix.
Bien-être total	Total welfare	Objectif alternatif de la politique de concurrence incluant le surplus des producteurs en plus de celui des consommateurs.
Analyse contrefactuelle	Counterfactual analysis	Analyse comparant la situation résultant d'un comportement ou d'une concentration avec ce qui se serait passé en l'absence de ceux-ci.
Répercussion du surcoût	Pass-on	Transfert par un acheteur direct du surcoût subi du fait d'une entente sur ses propres clients (acheteurs indirects).
Acheteur direct	Direct purchaser	Entreprise achetant directement ses produits à un membre du cartel. Peut exercer une action en dommages et intérêts.
Acheteur indirect	Indirect purchaser	Entreprise ou consommateur se trouvant en aval de l'acheteur direct dans la chaîne de distribution.
Quantification du préjudice	Quantification of harm / Damages quantification	Évaluation du montant du préjudice causé par une infraction au droit de la concurrence, souvent réalisée par des économistes.
Surcoût	Overcharge	Différence entre le prix payé en raison de l'infraction et le prix qui aurait été pratiqué en l'absence d'infraction.

Terme français	English equivalent	Note
Réseau de distribution	Distribution network	Ensemble des accords et partenaires commerciaux par lesquels un fournisseur commercialise ses produits.
Accord d'agence	Agency agreement	Accord par lequel un agent négocie ou conclut des contrats pour le compte d'un commettant ; hors du champ de l'art. 101 TFUE si l'agent supporte peu de risques.
Agent commercial	Commercial agent	Professionnel indépendant chargé de négocier ou conclure des transactions commerciales au nom et pour le compte du commettant.
Commettant	Principal	Entreprise pour le compte de laquelle l'agent commercial négocie ou conclut des transactions.
Accord de franchise	Franchise agreement	Accord par lequel le franchiseur confère au franchisé le droit d'utiliser son concept commercial, soumis aux règles des accords verticaux.
Accord de licence de technologie	Technology license agreement	Accord par lequel le titulaire d'une technologie accorde à un tiers le droit de l'exploiter, soumis au Règlement d'exemption par catégorie sur les transferts de technologie.
Règlement TTBER (Technology Transfer Block Exemption Regulation)	Technology Transfer Block Exemption Regulation (TTBER)	Règlement européen exemptant certains accords de licence de technologie entre concurrents et non-concurrents.
Licence croisée	Cross-licensing agreement	Accord par lequel deux titulaires de droits de propriété intellectuelle s'accordent mutuellement des licences sur leurs portefeuilles de brevets respectifs.
Accord de distribution en ligne	Online distribution agreement	Accord de distribution relatif à la vente en ligne, soumis au VBER depuis 2022 avec des règles spécifiques sur les plateformes.
Parité tarifaire (MFN en ligne)	Price parity clause (online MFN)	Clause imposant à un partenaire en ligne de ne pas proposer de prix plus bas sur d'autres plateformes ; examinée avec attention par les autorités.
Geo-blocking	Geo-blocking	Restriction de l'accès de clients à un site web ou à des conditions différentes selon leur localisation géographique ; encadré par le règlement géo-blocage.
Règlement géo-blocage	Geo-blocking Regulation (EU) 2018/302	Règlement interdisant certaines pratiques de blocage géographique injustifié dans le marché intérieur.
Dumping	Dumping	Exportation de produits à un prix inférieur à leur valeur normale sur le marché du pays exportateur.
Mesures antidumping	Anti-dumping measures	Droits additionnels appliqués aux importations faisant l'objet de dumping causant un préjudice à l'industrie de l'UE.

Terme français	English equivalent	Note
Subventions et mesures compensatoires	Subsidies and countervailing measures	Contributions financières publiques faussant la concurrence, pouvant donner lieu à l'adoption de droits compensateurs.
Instrument de défense commerciale	Trade defense instrument (TDI)	Ensemble des mécanismes de protection contre les pratiques commerciales déloyales des pays tiers (antidumping, antisubventions, sauvegardes).
Règlement sur les subventions	Foreign Subsidies Regulation (FSR)	Règlement (UE) 2022/2560 permettant à la Commission d'enquêter sur les subventions étrangères faussant le marché intérieur.
Droit de douane	Customs duty / Tariff	Prélèvement perçu à la frontière sur les marchandises importées ou exportées.
Tarif extérieur commun	Common external tariff (CET)	Tarif douanier uniforme appliqué par tous les États membres de l'UE aux importations en provenance de pays tiers.
Union douanière	Customs union	Territoire douanier unique dans lequel les marchandises circulent librement et un tarif extérieur commun est appliqué aux pays tiers.
Zone de libre-échange	Free trade area / Free trade zone	Zone dans laquelle les droits de douane entre les pays membres sont supprimés, mais chaque pays conserve son propre tarif extérieur vis-à-vis des pays tiers. À distinguer de l'union douanière (tarif extérieur commun).
Accord de libre-échange (ALE)	Free trade agreement (FTA)	Accord bilatéral ou multilatéral supprimant ou réduisant les obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce entre les parties.
Accords de partenariat économique	Economic partnership agreements (EPA)	Accords commerciaux conclus par l'UE avec des pays tiers ou groupes régionaux, favorisant l'intégration économique et le développement durable.
Obstacles non tarifaires	Non-tariff barriers (NTB)	Mesures autres que les droits de douane pouvant restreindre le commerce international (normes, procédures douanières, etc.).
Propriété intellectuelle et marché	Intellectual property and the single market	Tension entre les droits nationaux de propriété intellectuelle et le principe de libre circulation des marchandises dans l'UE.
Épuisement des droits	Exhaustion of rights	Principe selon lequel les droits de PI sont épuisés lorsque le titulaire ou un tiers autorisé commercialise le produit dans l'EEE.
Espace économique européen (EEE)	European Economic Area (EEA)	Zone réunissant les États membres de l'UE et trois États de l'AELE (Islande, Liechtenstein, Norvège), soumise aux règles du marché intérieur.
AELE (Association européenne de libre-échange)	EFTA (European Free Trade Association)	Organisation internationale regroupant des États non membres de l'UE : Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse.

Terme français	English equivalent	Note
Autorité de surveillance AELE	EFTA Surveillance Authority (ESA)	Organe indépendant veillant à l'application des règles du marché intérieur et de concurrence dans les États membres de l'EEE non UE.
Cour AELE	EFTA Court	Juridiction compétente pour statuer sur les manquements des États membres de l'EEE non UE et sur les renvois préjudiciels.
Procédure en manquement	Infringement proceedings / Action for failure to fulfill obligations	Procédure par laquelle la Commission engage une action contre un État membre n'ayant pas respecté ses obligations de droit de l'UE (art. 258 TFUE).
Astreinte (droit de l'UE)	Penalty payment (EU law)	Somme d'argent qu'un État membre condamné doit payer par jour de retard dans l'exécution d'un arrêt de la CJUE.
Somme forfaitaire (droit de l'UE)	Lump sum (EU law)	Montant forfaitaire que la CJUE peut condamner un État membre à payer pour non-respect d'un arrêt antérieur.
Arrêt de manquement	Judgment finding a failure to fulfill obligations	Arrêt de la CJUE constatant qu'un État membre a manqué à une obligation lui incombant en vertu du droit de l'UE.
Responsabilité de l'État (droit de l'UE)	State liability (EU law) / Francovich liability	Principe selon lequel un État membre engage sa responsabilité pour les dommages causés aux particuliers par une violation suffisamment caractérisée du droit de l'UE.
Violation suffisamment caractérisée	Sufficiently serious breach	Condition de la responsabilité de l'État : violation manifeste et grave des limites du pouvoir d'appréciation de l'État.
Subsidiarité	Subsidiarity	Principe selon lequel l'UE n'agit que si les objectifs de l'action ne peuvent être atteints de manière suffisante par les États membres (art. 5 TUE).
Proportionnalité	Proportionality	Principe selon lequel les mesures de l'UE ne doivent pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs des traités.
Conférence sur l'avenir de l'Europe	Conference on the Future of Europe	Processus participatif associant citoyens et institutions qui s'est tenu de 2021 à 2022 pour définir les priorités de l'Union européenne. Ses conclusions ont alimenté les débats sur la réforme institutionnelle de l'UE.
Parlement européen	European Parliament (EP)	Institution de l'UE élue au suffrage universel direct, exerçant la fonction législative en codécision avec le Conseil.
Conseil de l'Union européenne	Council of the EU / Council of Ministers	Institution réunissant les ministres des États membres, exerçant la fonction législative et budgétaire avec le Parlement européen.
Conseil européen	European Council	Instance réunissant les chefs d'État ou de gouvernement des États membres, définissant les orientations politiques générales de l'UE.

Terme français	English equivalent	Note
Comité économique et social européen	European Economic and Social Committee (EESC)	Organe consultatif représentant la société civile, consulté sur les actes législatifs de l'UE.
Comité des régions	Committee of the Regions (CoR)	Organe consultatif représentant les collectivités territoriales de l'UE.
Acte délégué	Delegated act	Acte non législatif de portée générale adopté par la Commission pour compléter ou modifier des éléments non essentiels d'un acte législatif (art. 290 TFUE).
Acte d'exécution	Implementing act	Acte adopté par la Commission ou le Conseil pour mettre en œuvre des actes juridiquement contraignants de l'UE (art. 291 TFUE).
Procédure législative ordinaire	Ordinary legislative procedure (co-decision)	Procédure d'adoption des actes législatifs de l'UE sur proposition de la Commission.
Principe de coopération loyale	Principle of sincere cooperation / Duty of loyalty	Obligation des États membres de prendre toutes les mesures propres à assurer l'exécution des obligations découlant du droit de l'UE (art. 4§3 TUE).
Précaution (principe de)	Precautionary principle	Principe permettant de prendre des mesures de protection en cas de risque grave pour la santé ou l'environnement, même en l'absence de certitude scientifique.
Politique commerciale commune	Common commercial policy (CCP)	Politique exclusive de l'UE régissant les échanges commerciaux avec les pays tiers, notamment les tarifs douaniers et les accords commerciaux.
Accord de commerce et de coopération UE-RU (TCA)	EU-UK Trade and Cooperation Agreement (TCA)	Accord régissant les relations commerciales et de coopération entre l'UE et le Royaume-Uni depuis le 1er janvier 2021.
Accord de Windsor	Windsor Framework (2023)	Accord entre l'UE et le Royaume-Uni révisant les modalités du protocole sur l'Irlande du Nord issu du Brexit.
Brexit	Brexit	Retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, effectif depuis le 31 janvier 2020.
Espace Schengen	Schengen Area	Zone de libre circulation des personnes entre les États membres participants, sans contrôle aux frontières intérieures.
Zone euro	Euro area / Eurozone	Ensemble des États membres de l'UE ayant adopté l'euro comme monnaie unique.
Union économique et monétaire (UEM)	Economic and monetary union (EMU)	Union combinant une politique monétaire unique (BCE) et une coordination des politiques économiques des États membres.

Terme français	English equivalent	Note
Banque centrale européenne (BCE)	European Central Bank (ECB)	Institution de l'UE responsable de la politique monétaire de la zone euro.
Critères de convergence (Maastricht)	Convergence criteria (Maastricht criteria)	Critères économiques (inflation, déficit, dette, taux de change, taux d'intérêt) que doit remplir un État pour adopter l'euro.
Pacte de stabilité et de croissance	Stability and Growth Pact (SGP)	Ensemble de règles budgétaires européennes encadrant les déficits et dettes publics des États membres de la zone euro.
Procédure pour déficit excessif	Excessive deficit procedure (EDP)	Procédure engagée par la Commission contre un État membre dont le déficit dépasse 3% du PIB.
Acte unique européen	Single European Act (SEA)	Traité de 1986 ayant fixé l'objectif d'achèvement du marché intérieur au 31 décembre 1992 et introduit la majorité qualifiée.
Traité de Maastricht (TUE)	Maastricht Treaty / Treaty on European Union (TEU)	Traité de 1992 instituant l'Union européenne, l'union économique et monétaire et la citoyenneté européenne.
Traité de Lisbonne	Treaty of Lisbon	Traité de 2007 réformant les institutions de l'UE et renforçant les droits fondamentaux, en vigueur depuis le 1er décembre 2009.
Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne	Charter of Fundamental Rights of the EU	Texte proclamé en 2000, juridiquement contraignant depuis le traité de Lisbonne (2009), consacrant les droits des citoyens de l'UE.
Droit primaire	Primary law	Droit fondateur de l'UE : les traités constitutifs et leurs protocoles, hiérarchiquement supérieurs au droit dérivé.
Droit dérivé	Secondary law / Derived law	Ensemble des actes adoptés par les institutions de l'UE sur la base des traités : règlements, directives, décisions, recommandations, avis.
Acquis communautaire / de l'Union	Acquis communautaire / EU acquis	Ensemble du droit de l'UE accumulé : traités, actes législatifs, jurisprudence, que les États candidats doivent reprendre.
Procédure d'adhésion	Accession procedure	Processus par lequel un État candidat négocie et satisfait aux conditions d'adhésion à l'Union européenne.
Critères de Copenhague	Copenhagen criteria	Critères politiques, économiques et juridiques que doit satisfaire tout État candidat à l'adhésion à l'UE.
Arrêt Van Gend en Loos	Van Gend en Loos judgment (1963)	Arrêt fondateur de la CJUE consacrant le principe d'effet direct du droit communautaire.
Arrêt Costa c. ENEL	Costa v ENEL judgment (1964)	Arrêt fondateur consacrant le principe de primauté du droit communautaire sur les droits nationaux.

Terme français	English equivalent	Note
Arrêt Cassis de Dijon	Cassis de Dijon judgment (1979)	Arrêt consacrant le principe de reconnaissance mutuelle et les exigences impératives comme justification des restrictions à la libre circulation.
Arrêt Francovich	Francovich judgment (1991)	Arrêt consacrant le principe de responsabilité de l'État membre pour violation du droit communautaire causant un préjudice aux particuliers.
Monopole légal	Legal monopoly / Statutory monopoly	Monopole accordé par la loi à une entreprise publique ou privée. Peut être soumis aux règles de concurrence selon l'usage qu'en fait l'entreprise.
Marché oligopolistique	Oligopolistic market	Marché caractérisé par un petit nombre de vendeurs dont les décisions sont interdépendantes. Terrain propice aux effets coordonnés.
Comportement parallèle	Parallel behavior / Parallel conduct	Comportements similaires adoptés par des concurrents sans concertation explicite ; peut être la preuve d'une pratique concertée.
Facilitation de pratique	Facilitation of anti-competitive conduct	Aide apportée par un tiers (conseil, plateforme) à la mise en œuvre d'une pratique anticoncurrentielle, pouvant engager sa responsabilité.
Accord de répartition de marchés	Market sharing agreement	Accord entre concurrents se répartissant des marchés géographiques ou des clients. Restriction caractérisée par objet.
Manipulation d'appels d'offres	Bid rigging / Collusive tendering	Entente entre soumissionnaires à un appel d'offres pour coordonner leurs offres et influencer le résultat. Infraction grave.
Indice de Herfindahl-Hirschman (IHH)	Herfindahl-Hirschman Index (HHI)	Indice de concentration d'un marché calculé en additionnant les carrés des parts de marché de chaque acteur. Utilisé dans le contrôle des concentrations.
Recours collectif en concurrence	Class action / Collective redress (competition law)	Mécanisme de recours collectif permettant à un ensemble de victimes d'une infraction au droit de la concurrence de regrouper leurs demandes en réparation. En droit de l'UE, encadré par la directive 2020/1828 sur les actions représentatives. 'Class action' est le terme américain ; préférer 'collective redress' ou 'representative action' en droit de l'UE.